

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2125

18 août 2015

SOMMAIRE

City RE 31 S.à r.l.	101954	NBIM Antoine S.à r.l.	101959
DAF Luxco S.à r.l.	101954	Neuheim VI S.à r.l.	101960
Dana Global Luxembourg S.à r.l.	101954	Neways Intermediate Holdings S.à r.l.	101961
Delta Pneus S.A.	101954	Neways Parent S.à r.l.	101961
European Capital Investment Fund	101963	ORDINA Luxembourg SA	101960
Fidelity International Real Estate Fund Com- pany 27	101998	ORDINA Luxembourg SA	101960
FTF Galleon S.A.	102000	Pacific S.A.	101983
Gesellschaftsgründung	101974	Partners Group Asia-Pacific Real Estate 2011 S.C.A., SICAR	101961
Ictis S.à r.l.	101957	PayCash Europe S.A.	101999
IFCO Systems Luxembourg S.à r.l.	101956	PH International Holdings I S.à r.l.	101963
Ileos Midco S.à r.l.	101957	Phoenix D1 - Hohenstaufenstrasse	102000
INGENIUM tooling S.A.	101956	PIMCO Funds: Global Investors Series (Lu- xembourg)	101999
INVESCO Management S.A.	101956	Rios Rosas S.à r.l.	101967
IPM Umbrella Fund	101956	Rosland Holdings S.A.	101984
JAJ Immobilier	101955	Saltgate S.A.	101994
Kneip Communication S.A.	101958	Skyliners S.à r.l.	101955
KQ GP S.à r.l.	101958	Société de Participation Financière Dalmine Holding S.A.	101954
Lana Invest S.à r.l.	101959	Société Immobilière et Financière Lys Royal S.A.	101955
Larizen Private S.A. SPF	101959	Société Immobilière et Financière Lys Royal S.A.	101955
Leila S.à r.l.	101957	Speed Loc SC	101962
Link Multiple S.à r.l.	101957	Thirem S.à r.l.	101955
Lion/Rally Lux 1	101958		
L'Italiano S.A.	101959		
Luxembourg Dredging Company S.A.	101958		
M2010 Luxembourg S.A.	101961		

City RE 31 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 183.932.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015094168/9.
(150104155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

DAF Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 335.833,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 133.347.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015096631/10.
(150107116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Delta Pneus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 494, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 27.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
DELTA PNEUS S.A.
Référence de publication: 2015096633/10.
(150107702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Dana Global Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 187.092.

Les comptes annuels pour la période du 9 mai 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 juin 2015.
Référence de publication: 2015096623/11.
(150107760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Société de Participation Financière Dalmine Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 40.582.

Décision prise par le Conseil d'Administration le 6 mai 2015

Les administrateurs de la Société ont décidé comme suit:
- de transférer le siège social de la Société du 20 rue de la poste, L-2346 Luxembourg vers 2-8 Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg avec effet au 6 mai 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 mai 2015.
Citco C&T(Luxembourg) S.A.
Référence de publication: 2015100802/14.
(150110688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Skyliners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 28.780.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015100801/9.

(150110225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Société Immobilière et Financière Lys Royal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 31.414.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015100803/10.

(150110776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Société Immobilière et Financière Lys Royal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 31.414.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015100804/10.

(150110777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Thirem S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 195.860.

Extrait du conseil de gérance du 25 juin 2015

Le conseil de gérance de la Société a pris la décision suivante:

"Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la Société du 19, rue de Bitbourg, L- 1273 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg."

Référence de publication: 2015100826/12.

(150110323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

JAJ Immobilier, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 43, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 173.202.

Transfert du siège social de la Société JAJ Consulting au 10-12 Boulevard Roosevelt L-2450 Luxembourg.

Le 04 décembre 2012.

La société JAJ Consulting

M. Jacques Chahine

Le Gérant unique

Référence de publication: 2015103101/13.

(150113293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

INGENIUM tooling S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5544 Remich, 11, Op der Kopp.

R.C.S. Luxembourg B 134.896.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103080/9.

(150112597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

IFCO Systems Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 97.835.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Ifco Systems Luxembourg S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015103066/11.

(150112622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

INVESCO Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 38.049.

Les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015103089/12.

(150112819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

IPM Umbrella Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 125.651.

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue le 15 avril 2015 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a réélu Messieurs Martin Mansson (demeurant en Suède) et Cormac Byrne (demeurant en Irlande) à la fonction d'administrateurs pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2016;

2. L'Assemblée a élu Monsieur Olivier Noel demeurant au 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg à la fonction d'administrateurs pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2016;

3. L'Assemblée a réélu PricewaterhouseCoppers Société Coopérative à la fonction de réviseur d'entreprises pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Notification: Il a été noté que la société PricewaterhouseCoopers Société Coopérative a changé son adresse au 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour IPM UMBRELLA FUND

Northern Trust Luxembourg Management Company S.A.

Référence de publication: 2015103090/22.

(150112496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Ileos Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 166.052.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103061/10.

(150113381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Leila S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4660 Differdange, 39, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 107.932.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2015103138/13.

(150113249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Ictis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 118.971.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement du 18 juin 2015, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale a déclaré closes par liquidation, les opérations de liquidation de la société ICTIS SARL, avec siège social à L-1746 Luxembourg, 2 rue Joseph Hackin, dénoncé en date du 3 juin 2009. Ce même jugement a ordonné la publication du dispositif par extrait au Mémorial. Il a également mis les frais à charge de la masse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Françoise NSAN-NWET.

Référence de publication: 2015103065/15.

(150112636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Link Multiple S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 69.423.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des associés du 14 avril 2015.

Révocation de Monsieur Norbert SCHMITZ et décision de ne pas pourvoir à son remplacement en tant que gérant avec effet au 21 mai 2015

Acceptation de la démission de Monsieur Giovanni BERTINO de son poste de gérant avec effet au 14 avril 2014.

Acceptation de la nomination de Monsieur Fabrice HOUPERT, né le 19/01/1975 à Thionville (F), demeurant professionnellement au 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, comme nouveau Gérant, avec effet au 14 avril 2014, en remplacement de Monsieur Giovanni BERTINO, gérant démissionnaire.

Pour la société

LINK MULTIPLE S.à r.l.

Référence de publication: 2015103163/16.

(150112672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

KQ GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 181.737.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Isabelle Pairon.

Référence de publication: 2015103127/10.

(150112557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Lion/Rally Lux 1, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.056.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015103142/12.

(150112406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Luxembourg Dredging Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 175.137.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 Juin 2015

Les actionnaires de la société LUXEMBOURG DREDGING COMPANY S.A. réunis en Assemblée Générale Ordinaire du 2 juin 2015, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'assemblée générale décide de renouveler rétroactivement à partir de 2014, le mandat de:

- LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie,

Le mandat viendra à échéance à l'Assemblée générale ordinaire de 2016 statuant sur les comptes 2015.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 2 juin 2015.

Référence de publication: 2015103148/15.

(150112430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Kneip Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 45.747.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 26/02/2015

1. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé

Le Conseil d'Administration décide de nommer KPMG Luxembourg Sàrl, ayant son siège social 9 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B149133 en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société pour une nouvelle durée d'un an jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Le 01/06/2015.

Extrait certifié conforme et sincère

Corinne Bitterlich

Corporate secretary

Référence de publication: 2015103119/17.

(150112670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

L'Italiano S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, 105, Z.I. Scheleck I.
R.C.S. Luxembourg B 160.306.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103135/9.

(150112938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Lana Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 167.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
LANA INVEST S.à r.l

Référence de publication: 2015103136/11.

(150112539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Larizen Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 160.073.

Les comptes annuels au 30.06.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Pour LARIZEN PRIVATE S.A. SPF
Société anonyme
Experta Luxembourg
Société anonyme

Référence de publication: 2015103153/14.

(150113202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

NBIM Antoine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.253.250,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 172.389.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 10 juin 2015, que les décisions suivantes ont été prises:

- Nommer M. Morten Kampli, Head of Real Estate Investment Europe, né le 8 mai 1975 à Bærum, Norvège, ayant son adresse professionnelle au Bankplassen 2, N-0107 Oslo, Norvège, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- Reconnaître que le conseil de gérance de la Société est dès lors constitué de:

- * M. Per Arne Eriksen;
- * M. Rupert Robinson;
- * M. Morten Kampli.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015102473/20.

(150111899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

ORDINA Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 13, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 109.736.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 21 mai 2015

1. L'assemblée accepte la démission de la société BDO AUDIT de son mandat de réviseur d'entreprises agréé.
2. L'assemblée décide de nommer Ernst & Young Luxembourg, ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach en tant que réviseur d'entreprises agréé. Le mandat de Ernst & Young Luxembourg arrivera à échéance à l'assemblée générale devant approuver les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015102499/14.

(150112023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

ORDINA Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 13, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 109.736.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 21 mai 2014

1. L'assemblée accepte la démission de la société PricewaterhouseCoopers S.à r.l. de son mandat de commissaire aux comptes.
2. L'assemblée décide de nommer BDO AUDIT, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréé. Le mandat de BDO AUDIT arrivera à échéance à l'assemblée générale devant approuver les comptes annuels au 31 décembre 2013.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015102498/15.

(150112023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Neuheim VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 183.355.

EXTRAIT

I/ La société Cayman NIH VI Sigma Holdings, L.P., un limited partnership établi selon les lois des Iles Caïmans, associé de la Société, ayant son siège social à South Church Street, 1104 George Town, Grand Cayman, Iles Caïmans, enregistré auprès du Registre des Sociétés des Iles Caïmans, sous le numéro MC-71958, a changé de nom.

Sa nouvelle dénomination est la suivante: Cayman Dyce Holdings, L.P.

I/ La société Cayman NIH VI Omicron Holdings, L.P., un limited partnership établi selon les lois des Iles Caïmans, associé de la Société, ayant son siège social à South Church Street, 1104 George Town, Grand Cayman, Iles Caïmans, enregistré auprès du Registre des Sociétés des Iles Caïmans, sous le numéro MC-71969, a changé de nom.

Sa nouvelle dénomination est la suivante: Cayman Robertshaw Holdings, L.P.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 29 juin 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015102470/25.

(150111936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Neways Intermediate Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.621.179,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 121.151.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015102482/10.

(150111878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Neways Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 11, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 121.152.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015102483/10.

(150111881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Partners Group Asia-Pacific Real Estate 2011 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 161.925.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale statutaire du 26 juin 2015

PricewaterhouseCoopers, 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, est réélu comme réviseur d'entreprises pour un nouveau mandat se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2016.

Extrait certifié sincère et conforme

Pour PARTNERS GROUP ASIA-PACIFIC REAL ESTATE 2011 S.C.A., SICAR

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015102512/14.

(150111842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

M2010 Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 151.689.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique

En date du 18 juin 2015, l'actionnaire unique a décidé de renouveler les mandats des administrateurs ("Verwaltungs-ratmitglieder") sortants, Giuseppe di Modica, Abdelhakim Chagaar et Jean Gil Pires, tous salariés, ayant leurs adresses professionnelles au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Leurs mandats expireront lors de l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 par l'actionnaire unique.

L'actionnaire unique a par ailleurs décidé de renouveler le mandat de commissaire aux comptes de la société Comcolux S,à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 58 545.

Son mandat expirera lors de l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 par l'actionnaire unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015102466/20.

(150111975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Speed Loc SC, Société Civile.

Siège social: L-9711 Clervaux, 82, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg E 5.670.

—
STATUTS

1. Monsieur FRATERRIGO Giacomo, né le 03 octobre 1966 à Lercara Friddi (Italie), demeurant à B-7700 MOUSCRON, 84/D003, Avenue des Feux-Follets;

2. Monsieur DEPOORTERE Jérôme, né le 14 septembre 1982 à TOURCOING (FR), demeurant à FR-59250 HALLUIN, Maison 23, 64 Rue Marthe Nollet;

Lesquels comparants ont décidé d'acter les statuts d'une Société Civile qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit le 16 / 06 / 2015:

Art. 1^{er}. Il est formé une Société Civile régie par la loi de 1915 sur les Sociétés Commerciales et Civiles, telle qu'elle a été modifiée par les lois subséquentes et par les articles 1832 et suivants du Code Civil Luxembourgeois.

Art. 2. La Société a pour objet la détention, l'utilisation et la mise à disposition de biens mobiliers à des fins privées. La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques. La société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

Art. 3. La dénomination est: SPEED LOC SC.

Art. 4. Le siège social est établi à L-9711 Clervaux, 82, Grand Rue, il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg sur simple décision de l'assemblée générale.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée, elle pourra être dissoute par décision de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 6. Le capital social est fixé à 100,00 EUR, répartis en 100 parts de 1,00 EUR chacune et constitué par l'apport en numéraire sur un compte ouvert pour la société.

Art. 7. En raison de leur apport, il est attribué 75 parts à la Société Monsieur FRATERRIGO Giacomo et 25 parts à Monsieur DEPOORTERE Jérôme, les comparants ci-dessus mentionnés. La mise des associés ne pourra être augmentée que de leur accord représentant au moins 50% des parts. L'intégralité de l'apport devra être libérée sur demande du gérant ou des associés.

Art. 8. Les parts sociales sont cessibles entre associés. Elles sont incessibles entre vifs ou pour cause de mort à des tiers non-associés sans l'accord unanime de tous les associés restants. En cas de transfert par l'un des associés de ses parts sociales, les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption sur ses parts, à un prix fixé entre associés et agréé d'année en année lors de l'assemblée générale statuant le bilan et le résultat de chaque exercice. Le droit de préemption s'exercera par chaque associé proportionnellement à sa participation au capital social. En cas de renonciation d'un associé à ce droit de préemption, sa part profitera aux autres associés dans la mesure de leur quote-part dans le capital restant.

Art. 9. Le décès ou la déconfiture de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la société. Si les associés survivants n'exercent pas leur droit de préemption en totalité, la société continuera entre les associés et les héritiers de l'associé décédé. Toutefois, les héritiers devront, sous peine d'être exclus de la gestion et des bénéfices jusqu'à régularisation, désigner dans les quatre mois du décès l'un d'eux ou un tiers qui les représentera dans tous les actes intéressant la Société.

Art. 10. La Société est administrée par un gérant nommé et révocable à l'unanimité de tous les associés.

Art. 11. Le gérant est investi de tous les pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance en nom et pour compte de la Société. La Société se trouve valablement engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle de son gérant.

Art. 12. Le bilan est soumis à l'approbation des associés, qui décident de l'emploi des bénéfices. Les bénéfices sont répartis entre les associés en proportion de leurs parts sociales.

Art. 13. Les engagements des associés à l'égard des tiers sont fixés conformément aux articles 1862, 1863 et 1864 du Code Civil. Les pertes et dettes de la Société sont supportées par les associés en proportion du nombre de leurs parts dans la Société.

Art. 14. L'assemblée des associés se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent sur convocation du gérant ou sur convocation d'un des associés. Une assemblée statutaire aura lieu obligatoirement le troisième vendredi de juin de chaque année à 15 heures afin de délibérer du bilan, du résultat de l'année écoulée et pour fixer la valeur des parts conformément à l'article 6. L'assemblée statue valablement sur tous les points de l'ordre du jour et ses décisions sont prises à la simple majorité des voix des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix. Toutes modifications des statuts doivent être décidées à l'unanimité des associés.

Art. 15. En cas de dissolution, la liquidation sera faite par le gérant ou par les associés selon le cas, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont à sa charge, en raison de sa constitution à 100 EUR.

Assemblée générale extraordinaire

A l'instant, les parties comparantes représentant l'intégralité du capital social se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent comme dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement convoquée, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris les résolutions suivantes:

1. Monsieur FRATERRIGO Giacomo, précité, est nommé gérant,
2. La société EDISYS SA, 65, Route d'Esch L-3340 Huncherange, RCS B 139924, est nommée co-gérant
3. Le siège de la Société est établi à L-9711 Clervaux, 82, Grand Rue.

Lu, accepté et signé par les parties intervenantes.

Référence de publication: 201509986/69.

(150109453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

European Capital Investment Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, Allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 178.979.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 18 juin 2015

En date du 18 juin 2015, l'Assemblée Générale Annuelle a décidé:

- de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg en qualité de Réviseur d'entreprises agréé, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 24 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour European Capital Investment Fund

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015102929/16.

(150113032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

PH International Holdings I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.554.616.349,39.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.788.

In the year two thousand and fifteen, on the ninth of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Yum! Restaurants International Management LLC, a limited liability company governed under the laws of Delaware, having its registered office at 1209 Orange Street, Corporation Trust Center, DE 19801 Wilmington, Delaware, USA and registered with the Delaware Secretary of State under number 5642718;

2) PH Global Holdings, Inc., a corporation governed under the laws of Delaware, having its registered office at 1209 Orange Street, Corporation Trust Center, DE 19801 Wilmington, Delaware, USA and registered with the Delaware Company Register under number 5621396; and

3) PH International Holdings II S.à r.l., a corporation governed under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (société à responsabilité limitée), having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 190.215.

All the parties are here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of three (3) proxies given under private seal among others in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on June 4th, 2015.

Said proxies, being signed "ne varietur" by the mandatory of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as above stated, have requested the undersigned notary to document the following:

I. That they are the Shareholders of PH International Holdings I S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 180.788,

incorporated under the name of “Itras Holding S.à r.l.” pursuant to a deed of Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, on October 8th, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2954 of November 22nd, 2013 (the “Company”). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on November 25th, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 571 of March 3rd, 2015.

II. That all of the two hundred twenty-six billion nine hundred fifty-five million nine hundred sixty-five thousand six hundred and fifty-three (226,955,965,653) shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, representing the entire subscribed share capital of an amount of two billion two hundred sixty-nine million five hundred fifty-nine thousand six hundred fifty-six euro and fifty-three cents (EUR 2,269,559,656.53), are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the Shareholders declare having had full prior knowledge.

III. That the agenda of the present meeting is the following:

1. Suppression of the nominal value of the shares;

2. Convert the share capital currency of the Company from Euro into United States Dollars, using the exchange rate of as of June 5th, 2015, being EUR 1 = USD 1.1256, according to the exchange rate published by “Bloomberg”,

so that the present share capital of the Company of two billion two hundred sixty-nine million five hundred fifty-nine thousand six hundred fifty-six euro and fifty-three cents (EUR 2,269,559,656.53) will amount to two billion five hundred fifty-four million six hundred sixteen thousand three hundred forty-nine United States Dollars and thirty-nine Cents (USD 2,554,616,349.39), represented by two hundred twenty-six billion nine hundred fifty-five million nine hundred sixty-five thousand six hundred and fifty-three (226,955,965,653) shares without indication of a nominal value;

3. Subsequent amendment of article 8, first paragraph of the articles of association of the Company; and

4. Miscellaneous.

After duly considering each item of the agenda, the Shareholders take the following resolutions:

First resolution

The Shareholders decide to suppress the nominal value of the two hundred twenty-six billion nine hundred fifty-five million nine hundred sixty-five thousand six hundred and fifty-three (226,955,965,653) shares representing the entire share capital of two billion two hundred sixty-nine million five hundred fifty-nine thousand six hundred fifty-six euro and fifty-three cents (EUR 2,269,559,656.53).

Second resolution

The Shareholders resolve to convert the share capital currency of the Company from Euro into United States Dollars, using the exchange rate applicable as of June 5th, 2015 being EUR 1 = USD 1.1256, according to the exchange rate published by “Bloomberg”,

so that the present share capital of two billion two hundred sixty-nine million five hundred fifty-nine thousand six hundred fifty-six euro and fifty-three cents (EUR 2,269,559,656.53),

will amount to two billion five hundred fifty-four million six hundred sixteen thousand three hundred forty-nine United States Dollars and thirty-nine Cents (USD 2,554,616,349.39), represented by two hundred twenty-six billion nine hundred fifty-five million nine hundred sixty-five thousand six hundred and fifty-three (226,955,965,653) shares without indication of a nominal value.

The evidence of the exchange rate existing between the Euro and the United States Dollars as at June 5th, 2015 has been produced to the undersigned notary.

The Shareholders resolve to draw up the accounts of the Company using the new currency of the share capital and gives all powers to the board of managers to do all acts necessary to implement the conversion and in view of the keeping of the accounting in the future using the new currency of the share capital, as well as the establishment of an opening balance as of June 5th, 2015 in United States Dollar.

Therefore the Shareholders unanimously resolved that the shares of the Company shall as from the date hereof exist without nominal value.

As a result of the above, the share capital of the Company now amounts to two billion five hundred fifty-four million six hundred sixteen thousand three hundred forty-nine United States Dollars and thirty-nine Cents (USD 2,554,616,349.39), represented by two hundred twenty-six billion nine hundred fifty-five million nine hundred sixty-five thousand six hundred and fifty-three (226,955,965,653) shares without indication of a nominal value.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Shareholders resolve to amend article 8, first paragraph of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 8. (first paragraph).** The share capital of the Company is set at two billion five hundred fifty-four million six hundred sixteen thousand three hundred forty-nine United States Dollars and thirty-nine Cents (USD 2,554,616,349.39) represented by two hundred twenty-six billion nine hundred fifty-five million nine hundred sixty-five thousand six hundred and fifty-three (226,955,965,653) shares without indication of a nominal value.”

Close of meeting

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital decrease are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; upon request of the above named appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, such proxy holder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le neuf juin.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Yum! Restaurants International Management LLC, une limited liability company du droit de Delaware, dont le siège social se situe au 1209, Orange Street, Corporation Trust Center, DE 19801 Wilmington, Delaware, USA et enregistrée auprès du Delaware Secretary of State sous le numéro 5642718;

2) PH Global Holdings, Inc., une corporation du droit de Delaware, dont le siège social se situe au 1209, Orange Street, Corporation Trust Center, DE 19801 Wilmington, Delaware, USA et enregistrée auprès du Delaware Company Register sous le numéro 5621396; et

3) PH International Holdings II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.215.

Toutes les parties sont ici représentées par Madame Corinne PETIT, employée, dont l'adresse professionnelle se situe au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu de trois (3) procurations données sous seing privé entre autre à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 4 juin 2015.

Lesdites procurations après avoir été signées «ne varietur» par la mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont demandé au notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Qu'elles sont les associées de PH International Holdings I S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.788,

constituée sous la dénomination de «Itras Holding S.à r.l.» suivant acte reçu par Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 8 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2954 du 22 novembre 2013 (la «Société»). Les statuts de la société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 25 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 571 du 3 mars 2015.

II. Qu'il apparaît que l'ensemble des deux cent vingt-six milliards neuf cent cinquante-cinq millions neuf cent soixante-cinq mille six cent trente-cinq (226.955.965.653) parts sociales d'une valeur nominale de un euro cent (0,01 EUR) chacune, représentant l'entièreté du capital souscrit de la Société d'un montant de deux milliards deux cent soixante-neuf millions cinq cent cinquante-neuf mille six cent cinquante-six euros et cinquante-trois cents (2.269.559.656,53 EUR), sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les Associées déclarent avoir parfaite connaissance.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Suppression de la valeur nominale des parts sociales;
2. Changement de la devise d'expression du capital social de Euro en Dollars américains, au cours de conversion applicable au 5 juin 2015, savoir 1.- EUR = 1,1256 USD, conformément au taux de change publié par «Bloomberg», de sorte que le capital social actuel de deux milliards deux cent soixante-neuf millions cinq cent cinquante-neuf mille six cent cinquante-six euros et cinquante-trois cents (2.269.559.656,53 EUR), sera de deux milliards cinq cent cinquante-quatre millions six cent seize mille trois cent quarante-neuf Dollars américains et trente-neuf Cents (2.554.616.349,39 USD) représenté par deux cent vingt-six milliards neuf cent cinquante-cinq millions neuf cent soixante-cinq mille six cent trente-cinq (226.955.965.653) parts sociales sans désignation de valeur nominale;
3. Modification subséquente de l'article 8, alinéa 1^{er} des statuts de la Société; et
4. Divers.

Après avoir passé en revue les points à l'ordre du jour, les Associées prennent les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associées décident de supprimer la valeur nominale des deux cent vingt-six milliards neuf cent cinquante-cinq millions neuf cent soixante-cinq mille six cent trente-cinq (226.955.965.653) parts sociales représentant la totalité du capital social de la Société de deux milliards deux cent soixante-neuf millions cinq cent cinquante-neuf mille six cent cinquante-six euros et cinquante-trois cents (2.269.559.656,53 EUR).

Deuxième résolution

Les Associées décident de changer la devise d'expression du capital social de Euro en Dollars américains, au cours de conversion applicable au 5 juin 2015, savoir: 1.- EUR = 1,1256 USD, conformément au taux de change publié par «Bloomberg»,

de sorte que le capital social actuel de deux milliards deux cent soixante-neuf millions cinq cent cinquante-neuf mille six cent cinquante-six euros et cinquante-trois cents (2.269.559.656,53 EUR),

sera de deux milliards cinq cent cinquante-quatre millions six cent seize mille trois cent quarante-neuf Dollars américains et trente-neuf Cents (2.554.616.349,39 USD) représenté par deux cent vingt-six milliards neuf cent cinquante-cinq millions neuf cent soixante-cinq mille six cent trente-cinq (226.955.965.653) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

La preuve du cours de change existant entre l'Euro et le Dollar américain à la date du 5 juin 2015 a été rapportée au notaire instrumentant.

Les Associées décident de tenir les comptes de la Société dans la nouvelle devise du capital social et donne tous pouvoirs au conseil de gérance en vue d'effectuer les opérations nécessaires à la réalisation de la conversion et en vue de la tenue de la comptabilité à l'avenir dans la nouvelle devise du capital social ainsi que de l'établissement d'un bilan d'ouverture de la société au 5 juin 2015 en Dollar américain.

Par conséquent, les Associés décident à l'unanimité que les parts sociales de la Société existent à la date des présentes sans désignation de valeur nominale.

Suite à ce qui précède, le capital social de la Société s'élève désormais à deux milliards cinq cent cinquante-quatre millions six cent seize mille trois cent quarante-neuf Dollars américains et trente-neuf Cents (2.554.616.349,39 USD), représenté par deux cent vingt-six milliards neuf cent cinquante-cinq millions neuf cent soixante-cinq mille six cent trente-cinq (226.955.965.653) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

Suite aux résolutions précédentes, les Associées décident de modifier l'article 8, alinéa 1^{er} des statuts de la Société, afin de lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 8. (alinéa 1^{er}).** Le capital social de la Société est fixé à deux milliards cinq cent cinquante-quatre millions six cent seize mille trois cent quarante-neuf Dollars américains et trente-neuf Cents (2.554.616.349,39 USD), représenté par deux cent vingt-six milliards neuf cent cinquante-cinq millions neuf cent soixante-cinq mille six cent trente-cinq (226.955.965.653) parts sociales sans désignation de valeur nominale.»

Clôture

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de cette réduction du capital social sont estimés à mille deux cents euros (1.200.- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 12 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/13159. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

Référence de publication: 2015099874/197.

(150109643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Rios Rosas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 197.880.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of June,

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

M&G European Property Holding Company S.à r.l, a limited liability company organised under the laws of the Grand Duchy Luxembourg, having its registered office at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, and registered with the Trade and Companies' Register under number B. 92.191,

here represented by Mrs. Michèle Kemp, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialed "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of association of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organised and the articles of association of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become shareholders in the future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. The purpose of the Company is the direct or indirect holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and /or foreign real estate companies and any other form of real estate investment, including the purchase, sale, exchange, subscription or the transfer of securities of any kind (which are direct or indirect participations in real estate companies and any other form of real estate investment) and the administration, control and development of its real estate portfolio.

The purpose of the Company is also to invest or divest in real estate property either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad, either by means of purchase or exchange, and the administration, development and management of real estate property and to carry out any operation relating directly or indirectly thereto.

The Company may further guarantee, grant security, borrow in any form, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, real estate, intellectual property activities or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. The Company will assume the name of "Rios Rosas S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand- Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established in the Grand- Duchy of Luxembourg, but not abroad, by a resolution of the board of managers.

The registered office of the Company may however be transferred within the municipality of Luxembourg-City by a decision of the sole manager or, in case of several managers, of the board of managers.

In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred and twenty-five (125) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings. The shares of the Company are in registered form.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

The Company may redeem its own shares.

Art. 8. A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder. The Company will recognise only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Any inter vivos transfer to a new shareholder is subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

In case of a single shareholder, the Company's shares held by such shareholder are freely transferable.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who need not be shareholders and are appointed by the general meeting of shareholders. The manager, or the managers if applicable, shall have the relevant skills and competencies to manage the business of the Company.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders, who fix(es) the term of its / their office. He (they) may be dismissed with or without cause at any time by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders.

The manager, or in case of several managers, the board of managers may delegate part of his / its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents, and determine this agent's responsibilities and remuneration, if any, the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the joint signature of any two managers, or by the signature(s) of any person(s) (including a manager) to whom authority has been delegated by the sole manager or by the board of managers within the limits of such delegation.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside over all meetings of the board of managers, or in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex, facsimile or e-mail another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may only participate in any meeting of the board of managers in person.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers and that those managers forming the majority reside in the Grand-Duchy of Luxembourg. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The manager(s) do(es) not assume, by reason of its / their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 17. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association. The general meetings must take place in the Grand-Duchy of Luxembourg. Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole shareholder, such shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the 1st of August of each year and ends on the 31st July of the following year.

Art. 21. Each year on the 31st July, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 23. The manager or board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 25. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

The one hundred and twenty-five (125) shares have been subscribed by M&G European Property Holding Company S.à.r.l.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31st July 2016.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its association are estimated at approximately EUR 1,800.-.

General meeting of shareholders

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg;
2. Mr. Peter Baxter, born on 23/06/1956 in Newtownards, Northern Ireland, United Kingdom, residing professionally at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Mrs. Bronwyn Salvat-Winter, born on 17/09/1964 in Taupo, New Zealand, residing professionally at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
are appointed as managers of the Company for an indefinite period.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation, on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour du mois de juin,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

M&G European Property Holding Company S.à.r.l, une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B. 92.191,

ici représentée par Mme Michèle Kemp, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront devenir actionnaires par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés immobilières luxembourgeoises et / ou étrangères et toutes autres formes de placements immobiliers, incluant l'achat, la vente, l'échange, la souscription ou le transfert de valeurs mobilières (qui sont des participations directes ou indirectes dans des sociétés immobilières et tout autre forme de placement immobilier) et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations immobilières.

L'objet de la Société est aussi d'investir ou de céder des biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger soit, par l'acquisition ou par l'échange de tels biens immobiliers, et l'administration, le développement, et la gestion de biens immobiliers ainsi que l'accomplissement de toute opération s'y rattachant directement ou indirectement.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés, emprunter sous toute forme, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou un droit de quelque nature que ce soit, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, immobilière, relatives à la propriété intellectuelle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Elle peut être dissoute à tout moment et avec ou sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination de "Rios Rosas S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg, mais pas dans d'autres pays, par une décision du conseil de gérance.

Le siège social peut être déplacé à l'intérieur de la commune de Luxembourg-Ville par décision du gérant unique ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, du conseil de gérance.

Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produites ou seraient imminentes, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales, d'une valeur de cent euro (EUR 100,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires. Les parts sociales de la Société sont nominatives.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des actionnaires représentant au moins les trois quarts du capital social.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 8. Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition des actionnaires pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur. La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre actionnaires. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à un nouvel actionnaire qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des actionnaires représentant au moins les trois quarts du capital social.

Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

En cas de décès, les parts sociales de l'actionnaire décédé ne peuvent être transmises à un nouvel actionnaire que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des actionnaires représentant les trois quarts des parts appartenant aux actionnaires survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul actionnaire, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement cessibles.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des actionnaires ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires et sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Le gérant, où les gérants le cas échéant, devront avoir les connaissances et compétences nécessaires pour gérer les affaires de la Société.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'actionnaire unique ou, le cas échéant, par les actionnaires, fixant la durée de leur(s) mandat(s). Il(s) est/sont librement et à tout moment révocable(s), avec ou sans motif, par l'actionnaire unique ou, selon le cas, les actionnaires.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, et déterminer les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants, ou par la signature de toute autre personne (y compris un gérant) à qui tel pouvoir aura été délégué par le gérant unique ou par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou e-mail un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut seulement participer à une réunion du conseil de gérance en personne.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance et que les gérants constituant cette majorité résident au Grand-Duché de Luxembourg. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contract(ent), à raison de leur(s) fonction(s), aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemniserà tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditriche et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence ou faute ou mauvaise administration, en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclut pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

D. Décisions de l'actionnaire unique - Décisions collectives des actionnaires

Art. 17. L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts. Les assemblées générales doivent se tenir au Grand-Duché de Luxembourg. Chaque actionnaire peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque actionnaire a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des actionnaires représentant plus de la moitié du capital social.

Les actionnaires ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées (i) à la majorité des actionnaires (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 19. Dans le cas d'un actionnaire unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des actionnaires par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des actionnaires» devra être entendue comme une référence à l'actionnaire unique selon le contexte et le cas échéant, et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires seront exercés par l'actionnaire unique.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des profits

Art. 20. L'année sociale commence le 1^{er} août de chaque année et se termine le 31 juillet de l'année suivante.

Art. 21. Chaque année, au 31 juillet, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout actionnaire peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des actionnaires. Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des actionnaires décidera de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

Art. 23. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires conformément à la Loi et aux présents statuts.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), actionnaire(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des actionnaires qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les actionnaires en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les actionnaires s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

Les cent vingt-cinq (125) parts sociales ont été souscrites par M&G European Property Holding Company S.à r.l.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 juillet 2016.

101974

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à EUR 1.800.-.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires

Et aussitôt l'actionnaire, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg,
2. - M. Peter Baxter, né le 23 juin 1956 à Newtownards, Irlande du Nord, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Mme Bronwyn Salvat-Winter, née le 17 septembre 1964 à Taupo, Nouvelle-Zélande, demeurant professionnellement au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. KEMP et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 19 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/19233. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015099902/388.

(150109979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Gesellschaftsgründung, Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 197.869.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am zwöften Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbrück, Großherzogtum Luxemburg

Ist erschienen:

Die Pareto Beteiligungen GmbH, mit Gesellschaftssitz in ABC-Straße 45, 20354 Hamburg, eingetragen im Handels und Gesellschaftsregister Hamburg, B, unter der Nummer 125142,

hier vertreten durch Nadine Closter, beruflich ansässig in L-9087 ETTTELBRUCK, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht gegeben unter Privatschrift am 08.06.2015.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß „ne varietur“ durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar unterzeichnet, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene, handelnd wie angegeben, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründung einer Aktiengesellschaft urkundlich festzustellen, die sie hiermit beschließt und deren Satzung wie folgt lautet:

SATZUNG

Kapitel I. - Name - Geschäftssitz - Geschäftszweck - Dauer

Art. 1. Die Gesellschaft ist als Aktiengesellschaft (société anonyme) nach luxemburgischem Recht mit dem Namen „Renewable Finance IV“ errichtet (im Folgenden: die "Gesellschaft") und unterliegt den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner jeweils geltenden Fassung (im Folgenden: das "Gesetz von 1915") sowie den Bestimmungen der vorliegenden Satzung (im Folgenden: die "Satzung").

Art. 2.

(1) Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.

(2) Der Geschäftssitz der Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Verwaltungsrates (wie nachstehend in Artikel 11 definiert) an jeden beliebigen Ort innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden. Im Übrigen gelten die für eine Änderung der Satzung geltenden gesetzlichen Bestimmungen.

(3) Sollte eine Situation entstehen oder als unmittelbar bevorstehend erscheinen, die eine normale Tätigkeit am Geschäftssitz der Gesellschaft aus militärischen, politischen, wirtschaftlichen oder gesellschaftlichen Gründen verhindert, darf der Geschäftssitz der Gesellschaft durch Beschluss des Verwaltungsrates vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis sich die Situation wieder normalisiert; solche zeitlich begrenzten Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche unabhängig von einer zeitlich begrenzten Verlegung des Geschäftssitzes der Gesellschaft eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

(4) Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Verwaltungsrates Büros und Zweigstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 3.

(1) Der Geschäftszweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen an Handels-, Industrie-, Finanz- oder anderen Gesellschaften oder Unternehmen im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland in jedweder Form, sowie die Verwaltung, das Management, die Steuerung und die Entwicklung solcher.

(2) Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Erwerb, Tausch oder in jeder möglichen anderen Weise Aktien, Anteile und/oder andere Beteiligungen, Anleihen, Schuldscheine, Depotquittungen und/oder andere Schuldurkunden und im Allgemeinen alle Wertpapiere und/oder Finanzierungsinstrumente, die durch jedes öffentliche oder private Unternehmen, herausgegeben werden, erwerben.

(3) Die Gesellschaft kann direkt oder indirekt in Immobilienanlagen investieren und den Erwerb und die Verwaltung eines Portfolios von Patenten oder von anderen Rechten am geistigen Eigentum jeder Natur oder Ursprung tätigen.

(4) Die Gesellschaft kann in jeder möglichen Art und Weise borgen insbesondere kann sich die Gesellschaft durch die Emission von Privatplatzierungen, Wertpapieren, Anleihen und Schuldscheinen und jede Art von Schuld- und/oder Dividendenpapiere finanzieren. Die Gesellschaft kann Kapital ohne Beschränkung an seine Tochtergesellschaften, Filialen und Agenturen, angeschlossene Firmen und/oder irgendwelche anderen Firmen oder Personen verleihen. Die Gesellschaft kann (für alle oder nur Teile ihrer Aktiva) Garantien und Bürgschaften ausgeben, Sicherheiten abtreten oder Sicherheiten erstellen um ihre eigenen Verpflichtungen und Unternehmungen, und/oder diejenigen Dritter, abzusichern. Sie kann dieses zum eigenen Nutzen und/oder zum Nutzen Dritter (juristischer oder privater Personen) tun, solange jene Tätigkeiten keine Tätigkeit ist, die den Verordnungen des Finanzsektors unterliegt.

(5) Die Gesellschaft kann an der Aufsetzung, an der Entwicklung, am Management und an der Steuerung von Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Die Gesellschaft darf geschäftsführende Tätigkeiten im Zusammenhang mit Handels-, Industrie-, Finanz- oder anderen Gesellschaften oder Unternehmen, im Großherzogtum Luxembourg oder im Ausland, ausüben.

(6) Die Gesellschaft kann alle gewerblichen, technischen oder finanziellen Tätigkeiten durchführen, die direkt oder indirekt mit allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erfüllung ihres Zweckes zu fördern.

Art. 4. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Kapitel II. - Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5.

(1) Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000). Es ist in einunddreißigtausend (31.000) Aktien ohne Nennwert eingeteilt und in voller Höhe einbezahlt.

(2) Durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre oder des alleinigen Aktieninhabers, welcher in gleicher Weise wie für Satzungsänderungen erforderlich getroffen werden muss, kann das gezeichnete und genehmigte Kapital der Gesellschaft erhöht oder reduziert werden.

Art. 6.

(1) Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben.

(2) Die Gesellschaftsaktien sind Namensaktien.

(3) Ein Register der Namensaktien wird am Gesellschaftssitz geführt, wo es jedem Aktionär zur Einsicht zur Verfügung steht. Dieses Register enthält alle durch Artikel 39 des Gesetzes vorgeschriebenen Auskünfte. Der Nachweis des Eigentums an den Namensaktien kann aufgrund der Eintragung eines Aktionärs im Aktienregister erbracht werden. Das Register steht jedem Aktionär zur Einsicht zur Verfügung. Abschriften des Registers können auf Ersuchen und auf Kosten eines Aktionärs zur Verfügung gestellt werden

(4) Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Sollte das Eigentum an einer Aktie aufgeteilt sein, müssen diejenigen, die ein Recht an dieser Aktie geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Kapitel III. - Verwaltungsrat - Vertretungsbefugnis

Art. 7.

(1) Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat mit mindestens drei (3) Mitgliedern geführt (der „Verwaltungsrat“ und jedes Mitglied ein „Verwaltungsratsmitglied“), die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

(2) Für den Fall, dass die Gesellschaft von nur einem Aktionär gegründet wurde oder in einer Hauptversammlung festgestellt wird, dass alle von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien von einem Aktionär gehalten werden, kann die Gesellschaft durch ein alleiniges Verwaltungsratsmitglied geführt werden bis zu der nächsten Hauptversammlung der Aktionäre nachdem die Gesellschaft festgestellt hat, dass ihre Aktien von mehr als einem Aktionär gehalten werden.

(3) Die Mitglieder des Verwaltungsrates oder das alleinige Verwaltungsratsmitglied werden von der Hauptversammlung der Aktionäre oder dem alleinigen Aktionär gewählt; ihre Anzahl, Bezüge und die Dauer ihres Mandates werden von der Hauptversammlung festgesetzt.

(4) Die Mitglieder des Verwaltungsrates oder das alleinige Verwaltungsratsmitglied werden für die Dauer eines Mandates gewählt, welches sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf und welches grundsätzlich mit der Bestellung eines Nachfolgers endet.

(5) Die Hauptversammlung der Aktionäre kann zu jeder Zeit und ohne Angabe von Gründen ein Mitglied des Verwaltungsrates abberufen. Mitglieder des Verwaltungsrates oder das alleinige Verwaltungsratsmitglied können wieder gewählt werden.

(6) Ist eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied bestimmt, muss sie einen ständigen Vertreter ernennen, der diese Aufgabe im Namen und im Auftrag der juristischen Person ausführt. Diese juristische Person kann ihren Vertreter nur abberufen, wenn sie gleichzeitig seinen Nachfolger ernannt.

(7) Wird die Position des Verwaltungsrates durch Tod, Rücktritt oder aus einem sonstigen Grund frei, so kann das freigewordene Amt gemäß den gesetzlichen Bestimmungen vorläufig bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt werden.

Art. 8.

(1) Alle Befugnisse, die weder von Gesetzes wegen noch durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, fallen in die Kompetenz des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat Dritten gegenüber grundsätzlich unbeschränkte Befugnis unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Verwaltungshandlungen, Verfügungen und Maßnahmen auszuführen und zu genehmigen die dem Zweck der Gesellschaft entsprechen.

(2) Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die die Unterschrift des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds verpflichtet.

(3) Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber können auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates, leitende Angestellte, Geschäftsführer oder sonstige Vertretungsrechte, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen, und welche gesamt- oder alleinzeichnungsberechtigt sein können, übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und sonstigen Befugnisse werden durch Beschluss des Verwaltungsrates geregelt.

(4) Ferner kann die Gesellschaft einzelne Aufgaben der Geschäftsführung durch privatschriftliche oder beglaubigte Vollmacht übertragen.

Art. 9.

(1) Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und hat die Möglichkeit, einen stellvertretenden Vorsitzenden zu bestellen. Er kann außerdem einen Sekretär bestellen, welcher nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss, und welcher für die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Hauptversammlung der Aktionäre, oder der Beschlüsse des alleinigen Aktionärs verantwortlich ist.

(2) Die Sitzungen des Verwaltungsrates werden am Sitz der Gesellschaft gehalten, soweit nicht anders im Einberufungsschreiben mitgeteilt. Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder zwei seiner Mitglieder, an dem in dem Einberufungsschreiben bestimmten Ort einberufen.

(3) Außer in dringenden Fällen, wobei die Art und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen, erhält jedes Mitglied des Verwaltungsrates wenigstens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung ein schriftliches Einberufungsschreiben. Auf das Einberufungsschreiben kann schriftlich, durch Fax, E-Mail, Telegramm oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Für Sitzungen des Verwaltungsrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates festgesetzt wurden, ist ein spezielles Einberufungsschreiben nicht erforderlich.

(4) Sind alle Mitglieder des Verwaltungsrates in einer Sitzung anwesend oder vertreten oder im Falle schriftlicher Beschlüsse, denen alle Verwaltungsratsmitglieder zustimmen und die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben werden, ist keine vorherige Einberufung erforderlich.

(5) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates aufgrund einer schriftlich, durch Faxübertragung, E-Mail, Telegramm oder durch andere ähnliche Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

(6) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, dass die Teilnehmer ständig einander hören können und es eine effektive Teilnahme aller Teilnehmer an der Sitzung erlaubt. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme.

(7) Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrates werden vom Vorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden, werden vom Vorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

(8) Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Gefasste Beschlüsse werden wirksam mit einfacher Mehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Verwaltungsrates.

(9) Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch per Umlaufbeschluss gefasst werden, wenn sie schriftlich genehmigt und von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden. Diese Genehmigung darf in einem gemeinsamen Dokument oder in mehreren separaten Dokumenten erfolgen, welche per Fax, Email, Telegramm oder Telex verschickt werden. Diese Beschlüsse haben dieselbe Gültigkeit wie Beschlüsse die auf Sitzungen des Verwaltungsrates getroffen werden, welche körperlich abgehalten werden.

Kapitel IV. - Hauptversammlung der Aktionäre - Beschlüsse des alleinigen Aktionärs

Art. 10.

(1) Auf der rechtmäßig einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre werden alle Aktionäre vertreten. Sie hat die weitest gehenden Befugnisse zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft.

(2) Im Fall eines alleinigen Aktionärs übt dieser die Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre aus und handelt entsprechend. Von allen Beschlüssen des alleinigen Aktionärs wird schriftlicher Nachweis erbracht.

Art. 11.

(1) Die Hauptversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen.

(2) Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

(3) Ferner dürfen Aktionäre, die wenigstens 10% des Gesellschaftskapitals halten, die Aufnahme eines oder mehrerer Punkte auf die Tagesordnung der Hauptversammlung der Aktionäre verlangen. Dieser Antrag muss fünf (5) Tage vor dem festgesetzten Termin für die Hauptversammlung am Gesellschaftssitz per Einschreiben gestellt werden.

Art. 12.

(1) Die ordentliche Hauptversammlung der Aktionäre findet nach den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts jährlich am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in der Einladung bestimmten Ort innerhalb der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg jeweils am dritten Mittwoch im Monat Juni um 11.00 Uhr, statt. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die Hauptversammlung zur gleichen Uhrzeit am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten. Der Verwaltungsrat kann im Interesse der Gesellschaft diese Hauptversammlung an einem anderen Tag abhalten, dies im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen.

(2) Andere ordentliche Hauptversammlungen können an den in den Einberufungsschreiben bestimmten Zeitpunkten und Orten einberufen werden.

(3) Außerordentliche Hauptversammlungen können an den in den jeweiligen Einberufungsmitteilungen genannten Orten und Zeiten abgehalten werden.

(4) Für Einberufungsschreiben und die Durchführung der Hauptversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft gelten die gesetzlichen Bestimmungen bezüglich Fristen und Anwesenheitsquoten, soweit diese Satzung keine anderweitigen Bestimmungen enthält.

(5) Sind alle Aktionäre in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, die Tagesordnung zu kennen, so kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 13.

(1) Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär kann sich auf der Hauptversammlung durch einen schriftlich, per Faxübertragung, E-Mail, Telegramm oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigten Dritten vertreten lassen.

(2) Aktionäre, die an der Hauptversammlung per Telefonkonferenz, Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern diese Kommunikationsmittel ihre Identifizierung erlauben, gelten als anwesend bei dieser Hauptversammlung für die Berechnung des Anwesenheitsquorums und der Mehrheiten. Das verwendete Kommunikationsmittel muss gewährleisten, dass die teilnehmenden Personen einander verstehen können, und eine ununterbrochene, effektive Teilnahme an der Hauptversammlung erlauben.

(3) Jeder Aktionär ist ermächtigt, mittels eines Stimmzettels, der per Post oder per Fax an den Gesellschaftssitz oder an die im Einberufungsschreiben angegebene Adresse gesendet wird, an der Wahl teilzunehmen. Die Aktionäre dürfen nur die von der Gesellschaft ausgegebene Stimmzettel verwenden, auf denen zumindest Ort, Datum und Zeitpunkt, die Tagesordnung der Hauptversammlung, die zur Entscheidung der Hauptversammlung stehenden Anträge sowie für jeden Antrag, drei Kästchen, die dem Aktionär, durch Ankreuzen des entsprechenden Kästchens erlauben, dem Antrag zuzustimmen, ihn abzulehnen oder sich zu enthalten, enthalten sind.

(4) Stimmzettel, die nicht ausschließlich eine Ja- oder Neinstimme oder eine Enthaltung aufweisen, sind ungültig. Die Gesellschaft berücksichtigt nur Stimmzettel, die vor dem Termin der entsprechenden Hauptversammlung eingegangen sind.

(5) Beschlüsse der Hauptversammlung werden im Einklang mit den in Gesetz anwendbaren regeln betreffend Quorum und Mehrheit gefasst.

Kapitel V. - Geschäftsjahr - Konten - Ertragsverwendung

Art. 14. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar (1.1.) und endet am einunddreißigsten Dezember (31.12) des gleichen Jahres.

Art. 15.

(1) Es werden jährlich wenigstens fünf Prozent (5%) des möglichen Reingewinnes der Gesellschaft vorab der gesetzlich vorgeschriebenen Reserve zugeführt bis diese Reserve zu einem Betrag von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals angestiegen ist.

(2) Die Generalversammlung oder der alleinige Aktionär beschließt auf Vorschlag des Verwaltungsrates über die Verwendung der restlichen Betrages des Reingewinns.

(3) Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Vorschussdividenden ausschütten.

Art. 16.

(1) Die Gesellschaft unterliegt der Überwachung durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer (commissaire aux comptes), die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Funktion des Rechnungsprüfers wird abgeschafft und ein oder mehrere unabhängige Rechnungsprüfer werden aus den Mitgliedern des Institut des réviseurs d'entreprises durch die Hauptversammlung gewählt, die auch die Dauer ihres Amtes bestimmt, wenn auf die Gesellschaft die Voraussetzungen des Artikels 35 für die in Artikel 36 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister und die Buchführung und Bilanzierung von Gesellschaften auf bestimmte Dauer zutreffen.

(2) Die Hauptversammlung ernennt Prüfer, bestimmt ihre Zahl und setzt ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandates, die sechs Jahre nicht überschreiten darf, fest. Die Rechnungsprüfer können mehrmals hintereinander ernannt werden.

Kapitel VI. - Auflösung und Liquidation

Art. 17. Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst, so wird die Liquidierung durch einen oder mehrere Abwickler, welche natürliche oder juristische Personen sein können, durchgeführt.

Art. 18. Die Hauptversammlung ernennt diese Abwickler und setzt ihre Befugnisse und Vergütung fest.

Kapitel VII. - Anwendbares Recht

Art. 19. Für sämtliche Fragen, welche nicht durch diese Satzung geregelt sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Alle einunddreißigtausend Aktien (31.000) wurden von Pareto Beteiligungen GmbH gezeichnet. Der Ausgabebetrag aller Aktien wurde voll in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR) von nun an zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde

Schätzung der Gründungskosten

Die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, werden auf ungefähr ACHTHUNDERT Euro (800.-€) geschätzt.

Beschlussfassung Durch den Alleinigen Aktionär

Die Erschienene, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, hat unmittelbar an die Gründung anschließend folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Geschäftssitz befindet sich in 5, Heienhaff, 1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.
2. Auditeurs Associés, mit Sitz in L-1840 Luxembourg, 32, Boulevard Joseph II, R.C.S. Luxembourg B 93937, wird als Rechnungsprüfer (commissaire aux comptes) bis zur Generalversammlung im Jahr 2016 bestellt.
3. Zu den Verwaltungsratsmitgliedern werden folgende Personen für die Dauer von sechs (6) Jahren ernannt:
 - a. Frau Désirée Eklund, geboren in Krefeld, Germany am 05.07.1969, beruflich ansässig in 5, Heienhaff, 1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;
 - b. Herr Fritz Nehrigh, geboren in Laatzen am 19. Januar 1970, beruflich ansässig in Valentinskamp 70, 20355 Hamburg, Deutschland;

c. Herr Christoph Book, geboren in Trier, geboren am 12.03.1974, beruflich ansässig in 5, Heienhaff, 1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes erfüllt sind.

Der unterzeichnete Notar versteht und spricht Englisch und erklärt, dass auf Wunsch des Komparenten gegenwärtige Urkunde in Deutsch verfasst ist, gefolgt von einer englischen Fassung. Auf Ersuchen derselben Person und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die deutsche Fassung maßgebend.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet wurde in Ettelbrück, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung des Vorstehenden an die Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Folgt die englische Fassung des vorstehenden Textes:

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth of June.

Before Maître Pierre PROBST, notary residing at Ettelbrück, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned;

There appeared:

Pareto Beteiligungen GmbH, having its registered office at ABC-Straße 45, 20354 Hamburg, Germany, filed at the Companies and Trade Register of Hamburg, B, under the number 125142,

here represented by Ms Nadine Closter, residing in L-9087 ETTTELBRUCK, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney under private seal given on 08.06.2015.

Said power of attorney, having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

This appearing party, represented as stated above, requests the undersigned notary to state as follows the articles of association of a public limited liability company (société anonyme), which is hereby incorporated:

ARTICLES OF ASSOCIATION

Chapter I. - Name - Registered Office - Object - Duration

Art. 1. There is formed a public limited liability company (société anonyme) under the name "Renewable Finance IV" (the "Company"), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended from time to time (the "Company Law"), and by the present articles of association (the "Articles").

Art. 2.

(1) The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

(2) The registered office of the Company may be transferred within the boundaries of the municipality by resolution of its Board of Directors (as defined in Article 11 of the Articles). In all other respects, the legal provisions relating to the amendment of the Articles shall apply.

(3) Where the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the Board of Directors and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg incorporated company.

(4) Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

Art. 3.

(1) The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations.

(2) The Company may acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

(3) The Company may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

(4) The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons, and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, en-

cumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets in order to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent that such activities are not regulated activities of the financial sector.

(5) The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company may carry out any activities in relation to the management of any commercial, industrial, financial or other companies or enterprises, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

(6) The Company may generally employ any techniques and methods relating to its investments for the purpose of their efficient management, and may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favor or relate to its object.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Share capital - Shares

Art. 5.

(1) The Company's share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) consisting of thirty-one thousand (31,000) shares in registered form with no par value, all subscribed and fully paid-up.

(2) The share capital of the Company may be increased or by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 6.

(1) The Company may have one or more shareholders.

(2) The shares are and shall remain in registered shares.

(3) With respect to the registered shares, a shareholder register shall be kept at the registered office of the Company with a content as specified in Article 39 of the Company Law and may be examined by each shareholder upon request. Entries in the shareholder register definitively determine the attribution of ownership in shares of the Company. At the request and cost of a shareholder, the Company shall issue share certificates confirming its title thereof.

(4) Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners of shares must appoint a sole person as their representative towards the Company.

Chapter III. - Board of Directors - Representation

Art. 7.

(1) The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members (the "Board of Directors", each member the "Director), who need not be shareholders of the Company.

(2) As long as the Company has a single shareholder, the number of Directors may be limited to one Director having the same powers as the Board of Directors.

(3) The general meeting of the shareholders or, as the case may be, the sole shareholder of the Company appoints the Directors or the sole Director; the general meeting shall also determine their number, their remuneration and the term of their office.

(4) The term of any individual Director's appointment may not exceed a period of six (6) years from the date of his appointment, unless otherwise decided by the general meeting and until the appointment of a successor Director.

(5) The general meeting may remove or replace any Director at any time and without any duty to show cause. A Director may be re-elected.

(6) If a legal entity is appointed as Director of the Company, this entity must designate a permanent representative who shall represent such legal entity in its duties as Director of the Company. Should the permanent representative be dismissed, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(7) In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may appoint, by a majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of the shareholders.

Art. 8.

(1) All powers not expressly reserved by the Company Law or the Articles to the general meeting of the shareholders) fall within the competence of the Board of Directors, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

(2) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) Directors or, if only one Director has been appointed, by her/his/its sole signature.

(3) The board of directors is authorized to delegate the day-to-day management of the Company and the power to represent the Company in respect thereto to one or more directors, officers, or other agents who may, but need not, be shareholders, acting individually or jointly. If one or several directors have been empowered to represent the Company with respect to the Company's day-to-day management, the board of directors must report to the annual general meeting any salary, remuneration and/or other advantages granted to such director(s) during the relevant financial year.

(4) The Board of Directors may delegate other special powers or proxies, or entrust limited permanent or temporary functions to agents or committees of its choice.

Art. 9.

(1) The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman who shall preside at the meetings of the Board of Directors. It may also appoint a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and the minutes of the general meetings of the shareholders.

(2) The board of directors shall meet as often as the Company's interests so require upon call by the chairman or any two (2) Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

(3) Written notice of any meeting of the Board of Directors, regardless of whether delivered as an original or as a copy by facsimile or by e-mail, shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in the case of an emergency meeting, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Directors. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places designated in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

(4) No convening notice is required if all members of the Board of Directors are present or duly represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting.

(5) Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing, in writing, regardless of whether delivered as an original or as a copy by facsimile or by e-mail, another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director as his proxy by phone, such appointment to be confirmed in writing subsequently in writing.

(6) Any Director may participate in any meeting of the Board of Directors by telephone or video conference call or by any other similar means of communication that allows all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to in-person participation at such meeting and a meeting held by way of such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

(7) Resolutions of the Board of Directors shall be recorded in minutes signed by the chairman or any two (2) members of the Board of Directors. Copies of extracts of the minutes of the Board of Directors or of the circular resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or any two (2) members of the Board of Directors.

(8) The Board of Directors may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board of Directors are validly taken by a majority of the votes cast

(9) Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by a copy delivered by facsimile or e-mail.

Chapter IV. - General meeting of shareholders - Resolutions of the sole shareholder

Art. 10.

(1) The general meeting of the shareholders properly constituted represents the entire body of shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company within the limits of the Company Law.

(2) To the extent that the Company has a sole shareholder, he shall assume all powers conferred by the Company Law to the general meeting of the shareholders. Resolutions of the sole shareholder shall be recorded in writing.

Art. 11.

(1) The shareholders of the Company shall meet in general meetings upon the issuance of a convening notice by the Board of Directors.

(2) One or more shareholders representing at least one tenth (1/10th) of the subscribed capital may require the convening of any general meeting.

(3) One or more shareholders representing at least one tenth (1/10th) of the subscribed capital may furthermore require the entry of one or more items on the agenda of any general meeting in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda; this request must be addressed to the Company by registered letter at least five (5) days before the relevant general meeting.

Art. 12.

(1) The annual general meeting of the shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the Company's registered office or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of general meeting, on the third Wednesday in June of each year at 11:00 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the immediately following business day.

(2) Any other general meeting of shareholders may be held at any other place and at any other time as may be specified in the convening notice of general meeting.

(3) Extraordinary general meetings of shareholders may be held at any other place and at any other time as may be specified in the convening notice of general meeting.

(4) For the convening of any general meeting of shareholders and the formalities necessary for admission thereto reference is made to the provisions of the Company Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

(5) If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

Art. 13.

(1) Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by the Company Law. A shareholder may act at any general meeting of the shareholders by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether delivered in original or by facsimile or email.

(2) Each shareholder may also participate at any general meeting of the shareholders by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the general meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a general meeting by any of these means is deemed equivalent to the in-person participation by the shareholder at such general meeting.

(3) The shareholders are authorized to cast their vote by way of a ballot sheet provided by the Company. Ballot sheets contain the date and place of the general meeting of the shareholders, its agenda, and the text of the proposed resolutions, as well as for each proposed resolution, three boxes allowing the shareholders to vote in favor, against or abstain from voting on each proposed resolution, together with a reference to the shares for which the shareholder exercises such right. Shareholders must deliver their completed ballot sheets to the Company at its registered office by mail, facsimile or e-mail.

(4) Ballot sheets indicating neither a vote (in favor or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be void. The Company will only accept ballot sheets received prior to the time of the general meeting as specified in the convening notice.

(5) Resolutions of the general meeting of the shareholders are adopted in accordance with the provisions of the Company Law.

Chapter V. - Financial Year - Annual Accounts - Allocation of profits

Art. 14. The Company's financial year shall begin on the first of January (1.1.) of each year and end on the thirty-first of December (31.12.) of the same year.

Art. 15.

(1) From the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be allocated to the legal reserve required by the Company Law. Such allocation shall cease to be required as soon as the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the Company's share.

(2) The general meeting of the shareholders determines the allocation of any remaining annual net profits by ordinary resolution.

(3) The Board of Directors may decide to pay interim dividends under the conditions and subject to the limitations of the Company Law.

Art. 16.

(1) The financial operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaire(s) aux comptes) or, to the extent required by Luxembourg law, by one or more external auditors (réviseur(s) d'entreprises). The auditor(s) (who need not be shareholders and may be physical persons or legal entities) shall be appointed for a term of not more than six (6) years and shall be eligible for reappointment.

(2) The general meeting of the shareholders appoints the auditor(s) by ordinary resolutions and determines their number, their remuneration and the term of their office.

Chapter VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. The company may be dissolved at any time by decision of the General Meeting, taking the decision according to the procedures defined for the amendment of the statutes.

Art. 18. During the dissolution of the company, the General Meeting decides on the procedure for liquidation, appoints one or more liquidators and determines their powers and emoluments.

Chapter VII. - General Provision

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Company Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate 31st of December 2015.

Payment of the shares

All thirty-one thousand (31,000) shares have been subscribed by the sole shareholder Pareto Beteiligungen GmbH, prenamed, and totally paid up so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is from this day on at the free disposal of the company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at EIGHT HUNDRED Euros (800.-€).

Decisions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the aboved-named shareholder owner took the following resolutions:

1. The registered office is established at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
2. To elect Auditeurs Associés, société anonyme, having its registered office at L-1840 Luxembourg, 32, Boulevard Joseph II, R.C.S. Luxembourg B 93937, as financial controller (commissaire aux comptes) until the general meeting held in 2016.
3. To appoint as Directors of the Board of Directors for a period of six (6) years:
 - a. Ms. Désirée Eklund, born in Krefeld, Germany, on the 5 July 1969, having his professional address at 5, Heienhaff, 1736 Senningerberg, Grand-Duchy of Luxembourg;
 - b. Mr. Fritz Nehrig, born in Laatzen, Germany, on the 19 January 1970, having his professional address at Valentinskamp 70, 20355 Hamburg, Germany;
 - c. Mr. Christoph Book, born in Trier, Germany, on the 12 March 1974, having his professional address at 1736 Senningerberg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary certifies that the conditions of Article 26 of the Company Law have been satisfied.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in German followed by a English translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the German version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Ettelbrück, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

Gezeichnet: Nadine CLOSTER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 17 juin 2015. Relation: DAC/2015/10119. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 25. Juni 2015.

Référence de publication: 2015099900/502.

(150109580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Pacific S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 2.817.

Par décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration du 16 juin 2015 ont été nommés, jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2017:

- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Président du Conseil;
- Jean-Marie SEGARD, 51, rue de l'Egalité, F-59700 Marcq en Baroeul, France, Administrateur;
- Jean-Marie POOS, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur;
- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015102547/15.

(150111415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Rosland Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 197.817.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen,
on the sixteenth day in the month of June.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

1.- Vasilka Holding Limited, a company incorporated and existing under the laws of Gibraltar, established and having its registered office at 3 Bell Lane, GXII 1AA GIBRALTAR,

here represented by Mrs Eveline KARLS, employee, with professional address at 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg,

pursuant to a proxy under private seal given to her in Gibraltar, on 06 February 2015;

2.- Mr Marin ALEKSOV, businessman, residing at 919 S. Gretna Green Way, Los Angeles, CA 90049 (USA),

here represented by:

Mrs Eveline KARLS, prenamed,

pursuant to a proxy under private seal given to her in Los Angeles (USA), on 06 February 2015;

3.- Edrington International S.A., a company incorporated and existing under the laws of Nevis, established and having its registered office at P.O. Box 556, Main Street, Charlestown, Nevis (registered on the Commercial Register of the Office Of Registrar of Companies in Nevis, under reference C 40186),

here represented by:

Mrs Eveline KARLS, prenamed,

pursuant to a proxy under private seal given to her in Geneva (Switzerland), on 06 February 2015;

The prementioned proxies, after having been signed “ne varietur” by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing proxy holder, acting in the above stated capacity, has drawn up the following articles of a public limited liability company (société anonyme) which the prenamed parties intend to organize among themselves:

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. There is hereafter formed a Luxembourg public limited liability company “société anonyme” under the name of “ROSLAND HOLDINGS S.A.” (the “Company”)

Art. 2. The registered office is in Munsbach, in the municipality of Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The object of the Company is (i) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/ or in foreign undertakings, (ii) the administration, development and management of such interests as well as (iii) the direct and/or indirect financial assistance to such undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies.

The Company may in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other equity securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; (iv) borrow in any form what-

soever and/or privately issue any debt instruments in any form whatsoever (v) conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate and (vi) carry out any transactions whatsoever, whether commercial, industrial or financial, with respect to movables or immovables, which are directly or indirectly connected with its object.

Art. 5. The corporate capital is fixed at THIRTY-ONE THOUSAND EURO (31'000.- EUR) represented by five hundred (500) ordinary shares (Class A shares) having a par value of THIRTY-ONE EURO (31.- EUR) each, and by five hundred (500) non-voting preferred shares (Class B shares) having a par value of THIRTY-ONE EURO (31.- EUR) each.

The Shares of the Company shall be in registered form (actions nominatives) and will remain in registered form only.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority requirements as for the amendment of the articles of incorporation.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. The Shares may only be transferred subject to the terms of these articles and/or the additional terms and conditions to these articles that may be agreed in writing by the Company and its shareholders in a shareholders agreement, such as, without limitation, any transfer restrictions, pre-emption right, drag and tag along provisions. Transfers of Shares must be made in compliance with these articles of association and any such additional terms and conditions.

Any transfer of Shares in breach of these articles and/or any shareholders' agreement to which the Company and its shareholders are a party from time to time shall be unenforceable against the Company.

A shareholders' register, which may be examined by any shareholder, will be kept at the registered office. The shareholders' register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class of Shares held, the indication of the payments made on the Shares, as well as the transfers of Shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the Shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders' register may be delivered to the shareholders upon their request. The Company may issue multiple registered share certificates.

Any transfer of registered Shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s), as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Ownership of a Share carries implicit acceptance of the articles and of the resolutions validly adopted by the general meeting of shareholders.

Board of directors and statutory auditors

Art. 7. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of directors may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

The shareholder(s) may decide to qualify the directors as class A directors and class B directors.

Art. 8. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside all meetings of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to the directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of visio-conference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcast uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board can only validly deliberate and take decisions (other than those related to the disposal of assets of the Company, which shall be taken in accordance with the paragraph below) if the majority of its members is present or represented. However, if the shareholder(s) have qualified the managers as class A directors or as class B directors, the board can only validly deliberate and take decisions if at least one class A director and one class B director are present or represented.

To the extent that a director tables for discussion by the board a decision regarding the disposal of assets of the Company, any decision in respect of the disposal of assets of the Company shall, however, be subject to the prior written consent of the general meeting of shareholders.

Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast at the meeting. If class A and class B directors have been appointed, then the affirmative vote of at least one class A and one class B manager shall in addition be required. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 9. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

Art. 11. According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 12. Towards third parties, the Company is in all circumstances committed either by the joint signatures of two directors or by the sole signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers. However, if the shareholder(s) have qualified the directors as class A directors or as class B directors, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) class A director and one (1) class B director.

In its current relations with the public administration, the Company is validly represented by one director, whose signature legally commits the Company. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

Art. 13. The Company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the second Monday of the month of May of each year at 11.00 a.m.

If such day is a public holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital.

One or more shareholders who together hold at least ten percent (10%) of the subscribed share capital may require that one or more additional items be put on the agenda of any general meeting.

Art. 17. Each Class A share entitles to the casting of one vote. The Company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company.

The Class B Shares do not carry any voting rights, except in accordance with article 46 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, where the holders of Class B Shares are entitled to vote in any General Meeting of Shareholders called upon to deal with the following matters:

- the issue of new preferred shares;
- to fix the preferred dividend;
- the conversion of the preferred non-voting shares to ordinary shares
- the capital reduction of the Company and the change of the object of the Company;
- the issue of convertible bonds;
- the anticipated dissolution of the Company as well as the change of its legal form;

The holders of non-voting shares are entitled to vote at any shareholders' meeting in case the preferred fixed dividends have not been distributed in full for two successive years in spite of profits available for this purpose, for a term expiring with the full payment of the dividends;

They are entitled to receive all reports, documents and convening notices in the same manner as the holders of ordinary shares;

Non-voting shares are not taken into account for the determination of the quorum and majority at shareholders' meetings, except where the voting right is granted to them by law or by the present articles;

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the Company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five percent (5%) of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent (10%) of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting, subject to the following:

The holder of Class B Shares will have the right to receive a preferred, fixed dividend of 0.5% on the annual profits available for distribution as a privileged dividend available as from year one;

The preferred fixed dividends are paid in priority to the ordinary dividends.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

After payment of all third parties debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, each holder of Class B Shares will have a preferential right to payment and shall be entitled to the reimbursement of the percentage of capital attributable to the Class B Shares held by the holder of Class B Shares in the Company.

General dispositions

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2015.

The first annual general meeting shall be held in 2016.

The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the Company.

Subscription and payment

The one thousand (1'000) shares have been subscribed to as follows:

- 1.- Vasilka Holding LTD., prenamed;
four hundred seventeen (417) Class A Shares;
two hundred two (202) Class B Shares;
 - 2.- Mr Marin ALEKSOV, prenamed;
thirty-nine (39) Class A Shares;
two hundred fifty-four (254) Class B Shares;
 - 3.- Edrington International S.A., prenamed;
forty-four (44) Class A Shares;
forty-four (44) Class B Shares;
- TOTAL: FIVE HUNDRED (500) Class A Shares, and
FIVE HUNDRED (500) Class B Shares.

The subscribed shares have been entirely paid up in cash, so that the Company has now at its disposal the sum of THIRTY-ONE THOUSAND EURO (31'000.- EUR) as was certified to the undersigned notary, who expressly states this.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at one thousand three hundred euro.

Extraordinary general meeting

The above-named parties, acting in the here above stated capacities, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at THREE (3).

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the annual general meeting of 2021:

Class A Directors:

- 1.- Mr Jouliau ALEKSOV, businessman, born in Sofia, Bulgaria, on 10 July 1965, residing at Karins Alle 6, 181 44 Lidingö, Stockholm (Sweden),
- 2.- Mr Marin ALEKSOV, businessman, born in Kungsholm, Sweden, on 11 August 1971, residing at 919 S. Gretna Green Way, Los Angeles, CA 90049 (USA), and

Class B Director:

- 3.- Mr João Luís DA FONSECA FERREIRA, company director, born in C Se Nova/Coimbra (Portugal), on 21 May 1980, residing professionally at 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The number of statutory auditors is fixed at ONE (1).

The following has been appointed as statutory auditor, his mandate expiring at the annual general meeting of 2021:

“CERTIFICA LUXEMBOURG S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée with registered office at 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, RCS No. B 86 770.

Third resolution

The company's registered office is located at 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing proxy holder, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze,
le seize juin.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),
ont comparu:

1.- Vasilka Holding LTD., une société constituée et existant sous les lois de Gibraltar, établie et ayant son siège social à 3, Bell Lane, GXII 1AA GIBRALTAR,

ici représentée par:

Madame Eveline KARLS, employée privée, avec adresse professionnelle au 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée à Gibraltar, le 06 février 2015;

2.- Monsieur Marin ALEKSOV, homme d'affaires, demeurant à 919 S. Gretna Green Way, Los Angeles, CA 90049 (USA),

ici représenté par:

Madame Eveline KARLS, prénommée,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée à Los Angeles (USA), le 06 février 2015;

3.- Edrington International SA, une société constituée et existant sous les lois de Nevis, établie et ayant son siège social à P.O. Box 556, Main Street, Charlestown, Nevis (inscrite au Registre du Commerce de l'Office de. Registrar of Companies à Nevis, sous la référence C 40186),

ici représentée par:

Madame Eveline KARLS, prénommée,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée à Genève (Suisse), le 06 février 2015;

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par la mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Laquelle mandataire, agissant en la susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme que les parties prénommées déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de "ROSLAND HOLDINGS S.A.." (la "Société").

Art. 2. Le siège de la société est établi à Munsbach, dans la commune de Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet (i) la prise de participations de toute nature et sous toute forme que ce soit et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, (ii) l'administration, la gestion et la mise

en valeur de ces participations ainsi que (iii) le financement direct ou indirect des entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe.

La Société peut notamment (i) acquérir par voie de souscription, d'achat d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits généralement quelconques attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit aux entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelle forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et assistance sous quelque forme que ce soit, (iv) contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit ou émettre de manière privée tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit, (v) faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles et (vi) accomplir toutes opérations généralement quelconques de quelque sorte que ce soit, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) divisé en cinq cents (500) actions ordinaires (actions de Classe A) ayant une valeur nominale de TRENTE ET UN EUROS (31.-EUR) chacune, et cinq cents (500) actions privilégiées (actions de Classe B) sans droit de vote, ayant une valeur nominale de TRENTE ET UN EUROS (31.- EUR) chacune.

Les Actions de la Société sont nominatives et resteront nominatives exclusivement.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit suivant les conditions de majorités et de quorum par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime sur lequel sont versées toutes les primes payées pour une action en plus de sa valeur nominale. Le montant du compte de primes peut être utilisé pour effectuer le paiement des actions que la Société pourra racheter auprès de son actionnaire(s), pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires sous la forme d'un dividende ou d'allouer des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Les actions ne peuvent être transférées sous réserve des termes de ces articles et/ou les conditions supplémentaires à ces articles qui peuvent être convenues par écrit par la Société et ses actionnaires dans un pacte d'actionnaires, tels que, sans limitation, des restrictions de transfert, droit de préemption, clauses de sorties conjointes. Les transferts d'actions doivent être pris en conformité avec ces statuts et ces termes et conditions supplémentaires.

Tout transfert d'actions en violation de ces articles et/ou du pacte d' actionnaires dans lesquels la Société et ses actionnaires sont engagés à tout moment sont inopposables à la Société.

Un registre des actionnaires, qui peut être consulté par tout actionnaire, sera conservé au siège social. Le registre des actionnaires contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre et la catégorie des actions détenues, l'indication des paiements effectués sur les actions, ainsi que les transferts d'actions et leurs dates. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celui-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions résultera des inscriptions dans le registre des actionnaires. Les certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires à leur demande. La Société peut émettre plusieurs certificats d'actions nominatifs.

Tout transfert d'actions nominatives sera inscrit dans le registre des actionnaires par une déclaration de transfert inscrite dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur représentant(s), tout en respectant les règles sur la cession de créances prévues à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. En outre, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires tout transfert mentionné dans toute correspondance ou autre document établissant le consentement du cédant et du cessionnaire.

La propriété d'une action emporte acceptation implicite des articles et des décisions valablement adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

Administration - Surveillance

Art. 7. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

L'actionnaire(s) peut décider de qualifier les administrateurs en tant qu'administrateur de classe A et de classe B.

Art. 8. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer (autres que ceux relatifs à la cession des actifs de la Société, qui doivent être pris en conformité avec le paragraphe ci-dessous) que si la majorité de ses membres est présente ou représentée-, toutefois, si l'actionnaire(s) a désigné les administrateur comme administrateur de classe A ou comme d'administrateur de catégorie B, le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si, au moins, un administrateur de classe A et un administrateur de classe B sont présents ou représentés.

Dans le cas où un directeur présente pour discussion au conseil d'une décision concernant la cession des actifs de la Société, toute décision à l'égard de la cession des actifs de la Société est, cependant, soumise à l'autorisation écrite préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue de ses membres-, lors de la réunion, si les administrateurs de classe A et de classe B ont été nommés, le vote favorable d'au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B sont en outre nécessaire. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 9. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 11. La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Cependant, si l'actionnaire(s) a désigné les administrateurs au titre d'administrateur de classe A ou d'administrateur de classe B, la Société ne sera engagée envers les tiers par la signature conjointe d'un (1) administrateur de classe A et d'un (1) administrateur de Classe B.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 13. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant dix pour cent (10%) au moins du capital social.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Art. 17. Chaque action de Classe A donne droit à une voix.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Les actions de catégorie B ne comportent aucun droit de vote, sauf en conformité avec l'article 46 de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, tel que modifié, lorsque les porteurs d'actions de catégorie B ont le droit de voter à toute Assemblée Générale des actionnaires appelée pour traiter les questions suivantes:

- L'émission de nouvelles actions de préférence;
- De fixer le dividende préférentiel;
- La conversion des actions de préférence sans droit de vote en actions ordinaires
- La réduction du capital de la Société et le changement de l'objet de la Société;
- L'émission d'obligations convertibles;
- La dissolution anticipée de la Société ainsi que le changement de sa forme juridique;

Les porteurs d'actions sans droit de vote ont le droit de vote à toute assemblée des actionnaires au cas où les dividendes fixes privilégiés n'ont pas été pleinement distribués pendant deux (2) années consécutives, en dépit des bénéfices disponibles à cet effet, pour une durée expirant au paiement complet de ces dividendes;

Ils sont en droit de recevoir tous les rapports, documents et convocations de la même manière que les porteurs d'actions ordinaires;

Les actions sans droit de vote ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité lors des assemblées des actionnaires, sauf si le droit de vote leur est accordé par la loi ou par les présents statuts;

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les activités de la Société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale, sous réserve de ce qui suit:

Le titulaire d'actions de classe B a le droit de recevoir un dividende fixe préférentiel de 0,5% sur les bénéfices annuels disponibles pour la distribution comme dividende privilégié disponibles à partir de la première année;

Les dividendes fixes privilégiés sont payés en priorité aux dividendes ordinaires.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Après paiement des dettes et obligations de la Société ou du dépôt des fonds à cet effet, chaque porteur d'actions de classe B aura un droit préférentiel de paiement et doit avoir droit au remboursement de la fraction du capital attribuable à la catégorie actions B détenues par le porteur d'actions classe B de la Société.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la Société.

Souscription et paiement

Les mille (1'000) actions ont été souscrites comme suit par:

- 1.- Vasilka Holding LTD., prénommée,
quatre cent dix-sept (417) actions de Classe A;
deux cent deux (202) actions de Classe B;
 - 2.- Monsieur Marin ALEKSOV, prénommé,
trente-neuf (39) actions de Classe A;
deux cent cinquante-quatre (254) actions de Classe B;
 - 3.- Edrington International S.A., prénommé;
quarante-quatre (44) actions de Classe A;
quarante-quatre (44) actions de Classe B;
- TOTAL: CINQ CENTS (500) ACTIONS de Classe A, et
CINQ CENTS (500) ACTIONS de Classe B.

Les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît expressément.

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille cinq cents Euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès-qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à TROIS (3).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale annuelle statutaire de 2021:

Administrateurs de Classe A:

- 1.- Monsieur Joulian ALEKSOV, homme d'affaires, né à Sofia, Bulgarie, le 10 juillet 1965, demeurant à Karins Alle 6, 181 44 Lidingö, Stockholm (Suède);

2.- Monsieur Marin ALEKSOV, homme d'affaires, né à Kungsholm, Suède, le 11 août 1971, demeurant à 919 S. Gretna Green Way, Los Angeles, CA 90049 (USA); et

Administrateur de Classe B:

3.- Monsieur João Luís DA FONSECA FERREIRA, administrateur de société, né à C Se Nova/Coimbra (Portugal), le 21 mai 1980, demeurant professionnellement au 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième résolution

Le nombre de commissaires est fixé à UN (1).

Est appelée aux fonctions de commissaire, son mandat expirant à l'assemblée générale annuelle statutaire de 2021:

«CERTIFICA LUXEMBOURG S.à r.l.», une société à responsabilité limitée avec siège social au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, RCS No. B 86 770).

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la mandataire des parties comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête de la même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la mandataire des parties comparantes prémentionnée, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous notaire instrumentant le présent acte.

Signé: E. KARLS, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 juin 2015. Relation: EAC/2015/13926. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015098638/562.

(150108215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Saltgate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 128.029.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of June.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

SALTGATE H (UK) LIMITED, a company registered in the United Kingdom, under Company Registry Number 8377981, having its registered office at 53 Chandos Place, London, WC2N 4HS, United Kingdom (the "Sole Shareholder"), here represented by Mr Youssef LQOULE, with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal in Jersey on June 9th, 2015.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

a. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of Saltgate S.A., a public limited liability company (Société anonyme), having its registered office at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under number B 128.029, (the "Company"); the Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Jacques DELVAUX, notary then residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) on May 2nd, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1385 of July 6th, 2015; the articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on April 1st, 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1404 of June 3rd, 2015.

b. That the Company issued no bonds and therefore is compliant with the provisions of Art. 67-1 (3) of the Law of 7 September 1987 as amended by the Law of 25 August 2006.

c. That the agenda of the meeting is worded as follows:

Agenda:

1. Amendment of article Art. 3. of the articles of association of the Company (the "Articles") that shall read as follows:

“ **Art. 3. Object.** The object of the Company is (i) to render domiciliary, company formation, management and administrative services related thereto to companies within the meaning of Articles 28-9 and 28-10 of the Financial Sector Act, (ii) to render register keeping agent services within the meaning of Article 25 of the Financial Sector Act, (iii) to render depositary services with respect to assets other than financial instruments, within the meaning of Article 26-1 of the Financial Sector Act and (iv) and to act as client communication agent and financial sector administrative agent within the meaning of Articles 29-1 and 29-2 of the Financial Sector Act.

The Company may hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies that have an activity that is similar or ancillary to the activity of the Company. The Company may borrow in any form and proceed to the issue of bonds, debentures as well as any other debt instruments. In a general fashion it may grant, directly or indirectly, non-financial assistance to affiliated or group companies, take any controlling and/or supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.“

2. Amendment of article Art. 7.4. of the Articles that shall read as follows:

“ **7.4.** The use of video conferencing equipment, conference call or other means of telecommunication shall be allowed and the shareholders using these technologies shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video, by phone or by other means of telecommunication. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax, telegram, telex, telephone or other means of telecommunication, provided in such latter event such vote shall be confirmed in writing. Any shareholder can also vote by correspondence, by returning a duly completed and executed form (the «Form») sent by the board of directors, the sole director or any two directors, as the case may be and containing the following mentions in English:

- a) the name and address of the shareholder;
- b) the number of shares he owns;
- c) each resolution upon which a vote is required;
- d) a statement whereby the shareholder acknowledges having been informed of the resolution(s) upon which a vote is required;
- e) a box for each resolution to be considered;
- f) an invitation to tick the box corresponding to the resolutions that the shareholder wants to approve, reject or refrain from voting;
- g) a mention of the place and date of execution of the form;
- h) the signature of the form and a mention of the identity of the authorized signatory as the case may be; and
- i) the following statement: «In case of lack of indication of vote and no box is ticked, the form is void». The indication of contradictory votes regarding a resolution will be assimilated to a lack of indication of vote. The form can be validly used for successive meetings convened on the same day. Votes by correspondence are taken into account only if the form is received by the Company at least two days before the meeting. A shareholder cannot send to the Company a proxy and the form for the same meeting. However, should those two documents be received by the Company, only the vote expressed in the form will be taken into account.”

3. Miscellaneous.

That on the basis on the above agenda, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend Art. 3. of the Articles which will read as follow:

“ **Art. 3. Object.** The object of the Company is (i) to render domiciliary, company formation, management and administrative services related thereto to companies within the meaning of Articles 28-9 and 28-10 of the Financial Sector Act, (ii) to render register keeping agent services within the meaning of Article 25 of the Financial Sector Act, (iii) to render depositary services with respect to assets other than financial instruments, within the meaning of Article 26-1 of the Financial Sector Act and (iv) and to act as client communication agent and financial sector administrative agent within the meaning of Articles 29-1 and 29-2 of the Financial Sector Act.

The Company may hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies that have an activity that is similar or ancillary to the activity of the Company. The Company may borrow in any form and proceed to the issue of bonds, debentures as well as any other debt instruments. In a general fashion it may grant, directly or indirectly, non-financial assistance to affiliated or group companies, take any controlling and/or supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.“

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend Art. 7.4. of the Articles which will read as follow:

“ **7.4.** The use of video conferencing equipment, conference call or other means of telecommunication shall be allowed and the shareholders using these technologies shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video, by phone or by other means of telecommunication. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax, telegram, telex, telephone or other means of telecommunication, provided in such latter event such vote shall be confirmed in writing.

Any shareholder can also vote by correspondence, by returning a duly completed and executed form (the «Form») sent by the board of directors, the sole director or any two directors, as the case may be and containing the following mentions in English:

- a) the name and address of the shareholder;
- b) the number of shares he owns;
- c) each resolution upon which a vote is required;
- d) a statement whereby the shareholder acknowledges having been informed of the resolution(s) upon which a vote is required;
- e) a box for each resolution to be considered;
- f) an invitation to tick the box corresponding to the resolutions that the shareholder wants to approve, reject or refrain from voting;
- g) a mention of the place and date of execution of the form;
- h) the signature of the form and a mention of the identity of the authorized signatory as the case may be; and
- i) the following statement: «In case of lack of indication of vote and no box is ticked, the form is void». The indication of contradictory votes regarding a resolution will be assimilated to a lack of indication of vote. The form can be validly used for successive meetings convened on the same day. Votes by correspondence are taken into account only if the form is received by the Company at least two days before the meeting. A shareholder cannot send to the Company a proxy and the form for the same meeting. However, should those two documents be received by the Company, only the vote expressed in the form will be taken into account.»

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, he signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le onze juin.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

SALTGATE H (UK) LIMITED, une société immatriculée au Royaume-Uni sous le Numéro du Registre des Sociétés 97247, dont le siège social se situe au 53 Chandos Place, London, WC2N 4HS, Royaume-Uni (l'«Actionnaire Unique»),

ici représenté par Monsieur Youssef LQOULE, ayant son adresse au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Jersey le 9 juin 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

a. Que l'Actionnaire Unique détient toutes les actions dans le capital social de Saltgate S.A., société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128.029 (la «Société»); la Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 2 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1385 du 6 juillet 2007; les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 1^{er} avril 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1404 du 3 juin 2015.

b. Que la Société n'a pas émis d'obligation, et de ce fait, est en accord avec les prévisions de l'article 67-1 (3) de la Loi du 7 septembre 1987 modifiée par la Loi du 25 août 2006.

c. Que l'ordre du jour de l'assemblée est libellé comme suit:

Agenda:

1. Modification de l'article Art. 3. des statuts de la Société (les «Statuts»), qui aura la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet.** L'objet de la Société est (i) la domiciliation, la création de sociétés, la gestion et les services administratifs en rapport avec les sociétés au sens des Articles 28-9 et 28-10 de la Loi sur le Secteur Financier, (ii) la tenue de registre au sens de l'Article 25 de la Loi sur le Secteur Financier et (iii) d'agir comme agent de communication à la clientèle et d'agent administratif du secteur financier au sens des Articles 29-1 et 29-2 de la Loi sur le Secteur Financier.

La Société peut détenir des participations sous quelque forme que ce soit au Luxembourg, et dans des sociétés étrangères qui ont une activité similaire ou connexe à l'activité de la Société. La société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, de dettes ainsi que de tout autre instrument de dette.

D'une manière générale, elle peut accorder, directement ou indirectement, une assistance non financière aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre tout contrôle et / ou mesures de surveillance et de mener à bien toute opération, qu'elle juge utile pour l'accomplissement et le développement de ses objectifs.»

2. Modification de l'article Art. 7.4. des Statuts, qui aura la teneur suivante:

« **7.4.** L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit, Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le «Formulaire») envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolutions pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisée selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: «A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée. Le formulaire est nul. L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.»

3. Divers.

Que sur la base de l'ordre du jour ci-dessus, l'Actionnaire Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de modifier l'article Art. 3. des Statuts qui aura la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet.** L'objet de la Société est (i) la domiciliation, la création de sociétés, la gestion et les services administratifs en rapport avec les sociétés au sens des Articles 28-9 et 28-10 de la Loi sur le Secteur Financier, (ii) la tenue de registre au sens de l'Article 25 de la Loi sur le Secteur Financier et (iii) d'agir comme agent de communication à la clientèle et d'agent administratif du secteur financier au sens des Articles 29-1 et 29-2 de la Loi sur le Secteur Financier.

La Société peut détenir des participations sous quelque forme que ce soit au Luxembourg, et dans des sociétés étrangères qui ont une activité similaire ou connexe à l'activité de la Société. La société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, de dettes ainsi que de tout autre instrument de dette.

D'une manière générale, elle peut accorder, directement ou indirectement, une assistance non financière aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre tout contrôle et / ou mesures de surveillance et de mener à bien toute opération, qu'elle juge utile pour l'accomplissement et le développement de ses objectifs.»

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de modifier l'article Art. 7.4. Des Statuts qui aura la teneur suivante:

« **7.4.** L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit, Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance,

en retournant un formulaire dûment complété et signé (le «Formulaire») envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolutions pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisée selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: «A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée. Le formulaire est nul. L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de cette assemblée générale extraordinaire des présentes sont estimés à mille deux cents euros (1.200.- EUR).

Le notaire instrumentant, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare qu'à la demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, le présent acte notarié a été préparé à Luxembourg, au jour mentionné au début de ce document.

Le document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, il a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: Y. Lqoule et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 12 juin 2015. 2LAC/2015/13164. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015099935/227.

(150109099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Fidelity International Real Estate Fund Company 27, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 153.642.

Cession de parts

Il est à noter que l'associé unique de la Société, Fidelity International Real Estate Fund UK Company 2, a cédé l'ensemble des parts sociales qu'il détenait dans la Société à Fidelity International Real Estate Fund Eurozone Company 2 avec effet au 3 juin 2015.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est désormais:

Fidelity International Real Estate Fund Eurozone Company 2, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B129344.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015094298/18.

(150104550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

PayCash Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.
R.C.S. Luxembourg B 167.594.

Auszug eines Beschlusses des Aufsichtsrats der PayCash Europe S.A. (die "Gesellschaft") vom 17. April 2015

Der Aufsichtsrat der Gesellschaft hat in seiner aussergewöhnlichen Sitzung vom 17.4.2015 einstimmig beschlossen Hrn Marcus Becker mit sofortiger Wirkung von seinem Mandat als Vorstand der Gesellschaft zu entbinden.

Beschlossen, am 17.4.2015.

Jan Reinhart

Vorsitzender des Aufsichtsrats

Référence de publication: 2015095487/13.

(150105444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

PIMCO Funds: Global Investors Series (Luxembourg), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 112.824.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first of May.

Before Maître Hellinckx Henri, notary public residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of PIMCO Funds: Global Investors Series (Luxembourg) SICAV (hereafter referred to as the "Company"), a Société anonyme, qualifying as a Société d'Investissement à Capital Variable, established at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 112.824, incorporated by deed of Maître Schwachtgen André-Jean-Joseph, notary, on December 21, 2005, published in the Luxembourg Recueil des Sociétés et Associations (Memorial C) on January 5, 2006, under number 35, page 1656.

The Sole Shareholder is here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder has declared and requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II.- That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

1. Decision to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation with immediate effect,
2. Decision to appoint Alter Domus Liquidation Services S.à.r.l. a Luxembourg private limited liability company with registered office at 5, rue Guillaume Kroll in L-1882 Luxembourg as liquidator of the Company, represented by Mrs Delphine André and Frank Przygodda, acting individually, and determination of its powers and remuneration, and
3. Authorisation to proceed with the distribution in cash of the liquidation proceeds.

III. The Sole Shareholder passes the following resolutions:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation).

Second resolution:

The Sole Shareholder resolves to appoint Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, represented by Mrs Delphine André and Frank Przygodda, acting individually, to act as liquidator of the Company (the "Liquidator") subject to the approval of the Liquidator by the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF") and with effect as from the date of the CSSF approval of the Liquidator.

The Sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

The Sole Shareholder further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds to the Sole Shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves to grant authorisation to the Liquidator to proceed with the distribution in cash of the liquidation proceeds.

There being no further business on the Agenda, the meeting was thereupon closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, whom is known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person signed this original deed with us, the notary.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/16482. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015092468/61.

(150103482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Phoenix D1 - Hohenstaufenstrasse, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 108.719.

Il est à noter que l'adresse des gérants Pamela Valasuo, Miranda Lansdowne et Arndt Nicoiaus se trouve désormais au 68-70, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015095491/14.

(150105771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

FTF Galleon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 154.340.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de FTF Galleon S.A. en date du 16 Juin 2015

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de FTF Galleon S.A. (la Société) en date du 16 juin 2015 que les décisions suivantes ont été prises:

(i) d'approuver la démission de M. Mariusz Aleksander Waniolka de son mandat d'administrateur de la Société avec effet immédiat; et

(ii) de nommer M. Robert Edward Oskard, ayant son adresse professionnelle au 36, Aleja Solidarności, PL-25-323 Kielce, Pologne, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat pour une durée indéterminée ne pouvant excéder 6 ans.

Pour la société FTF Galleon S.A.

CMS Management Services S.A.

Administrateur

Représenté par Mme Catherine Noens

Représentante permanente

Référence de publication: 2015094333/20.

(150104780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.
